

**Contribution de SFR concernant le projet de recommandation relatif aux
« Modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles
des zones très denses, notamment ceux de moins de douze logements ».**

1) Analyse de l'ARCEP concernant le raccordement des immeubles de moins de 12 logements dans les Quartiers Très Denses

En page 17 du document, L'ARCEP estime que « les points de mutualisation en borne » sont « des solutions qui ne sont pas pérennes ». « En outre, les opérateurs ont souligné les coûts importants liés à cette solution pour laquelle les boîtiers et les connecteurs présentent à ce stade des coûts élevés par prise ». En page 18, l'ARCEP conclut que : « chacune des différentes solutions d'hébergement envisagées présente des contraintes spécifiques, et des difficultés supplémentaires [...] dès lors que l'ensemble des opérateurs co-investisseurs n'a pas opté pour le choix d'une fibre dédiée et qu'un boîtier de brassage au niveau du point de mutualisation est [...] nécessaire ».

Nous comprenons à travers ces paragraphes que l'ARCEP considère que la nécessité de brasser au niveau du PM extérieur représente trop de contraintes et privilégie donc une solution multi-fibres, quasi systématique à la lecture du document.

SFR souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le caractère discriminant de cette position qui favorise le multifibre alors même que la plupart des opérateurs ont opté pour la fibre partagée. En outre, elle supprime la possibilité d'accéder à des points de coupure bien utiles pour réaliser la maintenance du réseau. Il en découlerait des difficultés opérationnelles telles que la nécessité d'accéder pour des durées plus longues à des chambres qui pourraient se situer sur la chaussée. De plus la limite de responsabilité entre opérateurs serait délicate à déterminer.

Enfin elle introduirait au sein de la ZTD des différences de modalités de maintenance en fonction de la taille du PM, nécessitant tantôt de se rendre dans les immeubles, tantôt d'intervenir sur la voie publique.

Ces réserves étant posées, s'il s'avérait qu'un PM multi-fibres soit installé pour le raccordement d'immeubles de moins de 12 logements, SFR demande que les offres de référence prévoient tout de même dans tous les cas l'accès à une fibre partagée.

2) La gestion des zones arrière des PM pour les moins de 12 logements en QTD

En l'état, le projet de recommandation ne détaille pas la procédure à suivre dans le déploiement des PM pour les immeubles de moins de 12 logements en QTD. En effet, il y a de forts risques que, sans concertation appropriée, plusieurs PM de plusieurs OI différents adressent les mêmes immeubles : dans tel cas, il faudrait que chaque opérateur raccorde tous les PM d'une même rue, et ce au prix d'une inefficacité évidente car les PM seraient sous remplis.

SFR souhaite ainsi que l'ARCEP précise les modalités de déploiement de ces PM afin que les opérateurs puissent :

- Connaître l'ensemble d'une zone arrière d'éligibilité d'un PM existant ou à créer, pour pouvoir raccorder leurs immeubles signés à ce PM ;
- Et donc construire intelligemment les PM dans la rue, pour les immeubles non raccordables sur les PM existant ou en cours de construction.

Cet échange d'information requerra la mise en place de flux complexes entre les différents opérateurs d'immeubles et commerciaux ; SFR souhaite que l'ARCEP puisse préciser plus en détail les modalités d'échange et les délais associés afin que le raccordement des immeubles de moins de 12 logements ne prenne un retard considérable ou laisse place à des situations monopolistiques.

Alternativement SFR suggère à l'Autorité de recommander que les conventions d'immeubles localisés dans ces zones intègrent obligatoirement une clause de cession à un opérateur tiers, afin qu'en parallèle du processus complexe d'échange d'information décrit ci-dessus, l'opérateur d'immeuble puisse transférer après négociation à l'exploitant du PM la convention pour réaliser le câblage de l'immeuble.

3) La procédure de co-investissement en QMD

L'ARCEP a indiqué que la procédure à suivre pour déployer le réseau mutualisé en QMD s'inspirait du modèle retenu en ZMD, mais à l'échelle de l'IRIS déclassé.

Cette procédure reste cependant floue pour SFR : peut-on d'abord déployer un PM de zone en QMD puis appeler à co-investir ? Peut-on appeler à co-investir sur un grand nombre d'Iris d'une commune, donc préempter le terrain, et ne pas déployer par la suite ? Que se passe-t-il si, quasi concomitamment, deux acteurs appellent à co-investir sur tous les QMD d'une même commune ?

Afin d'anticiper les litiges qui pourraient naître de ces situations, SFR souhaite que l'ARCEP ajoute à sa recommandation un paragraphe explicite quant à sa vision de la procédure de co-investissement en QMD.

En outre, en cas de raccordement d'un immeuble sur le PM déployé par un tiers, SFR propose que le paragraphe 3.d. de la recommandation intègre une notion de délai maximal de raccordement au PM afin d'avoir l'assurance que ce raccordement sera effectivement réalisé.

Enfin et comme dans le cas des immeubles de moins de 12 logements, SFR souhaite que l'ARCEP rende obligatoire une clause de cession des conventions d'immeubles signées dans les QMD afin que l'opérateur de PM puisse se voir transférer la convention d'immeuble si elle a été signée par un autre opérateur. La négociation pourra alors avoir lieu entre ces deux acteurs au bénéfice des utilisateurs.

4) La gestion des PM déjà déployés en QMD

Nous souhaitons que la recommandation indique clairement une date limite à partir de laquelle les signatures de convention doivent respecter les nouvelles règles d'ingénierie associées aux poches de basse densité.